

La Zambézie et les mouvements anti-Frelimo¹

Sérgio Inácio Chichava²

En 1976, quelques mois après l'indépendance, un mouvement armé opposé au Front de Libération du Mozambique (Frelimo), le parti au pouvoir, fit son apparition dans la province de Zambézie. Il s'agissait du Partido Revolucionário de Moçambique (PRM), conduit au départ par Amós Sumane, ancien membre du Frelimo et plus tard par Gimo Phiri. Dès cette époque, le PRM commença à mener des attaques sur tout ce qui symbolisait la présence de l'État du Frelimo. Le soutien de la population au PRM fut très important et décisif. C'est la population qui nourrissait les soldats du PRM et les informait du déplacement et du positionnement des troupes du Frelimo. Le Frelimo lui-même dut le reconnaître avec stupéfaction. Ce même soutien fut accordé ensuite à la Resistência Nacional de Moçambique (Renamo), lorsque ce mouvement commença à mener des attaques contre le Frelimo dans la province à partir de 1982.

Le but de cet article est d'étudier la guerre civile au Mozambique, en insistant sur les rapports entre les populations et les mouvements anti-Frelimo. Plus précisément, il s'agit de comprendre comment une population sensée être protégé par un État ait pu se révolter contre celui-ci en soutenant des mouvements considérés par le régime de Maputo et par la plupart des pays de l'Afrique Austral comme simples bandits guidés par des régimes minoritaires et racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. On prend ici le cas de la province de la Zambézie, centre du Mozambique, une de régions les plus affectée pendant cette guerre. Les mouvements anti-Frelimo ici analysés sont le PRM et la Renamo. Cette étude s'intéresse aussi aux mouvements messianiques *Napharamas* ou *Naparamas* et aux *Mulelepeias*, véritables phénomènes de la guerre civile au Mozambique et dont l'ampleur et importance s'est fait plus sentir dans cette province. Cependant, il faut dire que cette étude sur la guerre civile en Zambézie n'est pas pionnier, d'autres études avaient déjà été menées³, mais à la différence des celles-ci, celui-ci est

¹ Cette recherche a été menée à l'Arquivo do Governo da Zambézia (AGZ) à Quelimane et à l'Arquivo Histórico Ultramarino (AHU) à Lisbonne.

² Docteur en Science Politique, Chercheur à l'Institut d'Études Sociales et Economiques (IESE), Maputo-Mozambique.

³ J.-C. LEGRAND, « Logique de guerre et dynamique de la violence en Zambézia, 1976-1991 », *Politique africaine* (Paris, Karthala), 50, 1993, pp. 88-104.

basée essentiellement sur des documents d'archives du gouvernement de la Zambézie. Il s'agit d'archives inédites et jusqu'à la non exploités. De même, cette étude cherche à dépasser certaines lectures simplistes sur la complexité de la guerre civile au Mozambique en insistant le plus sur les acteurs internes.

A. Le PRM et la contestation du Frelimo

Dès 1976, le Partido Revolucionário de Moçambique qui avait sa base arrière au Malawi, commença à attaquer le régime du Frelimo en Zambézie, étant le premier mouvement anti-Frelimo de l'après 1975.

PRM, Africa Livre, Wotcha Weka et quelques autres

Le PRM était un avatar de l'União Nacional Africana de Rombézia (UNAR) ou União Nacional Moçambicana (Unamo), mouvement qui, avait été créé pendant la guerre coloniale par des individus dissidents du Frelimo et du Coremo et qui voulait l'indépendance de la « Rombézie »⁴. Cependant, quelques précisions sur le PRM s'imposent. Il n'est pas rare de trouver dans la littérature une confusion entre PRM et África Livre. C'est le cas chez des auteurs tels que Jean-Claude Legrand⁵, Carlos Serra⁶, Nina Renee Bowen⁷. Même dans les documents officiels du Frelimo, très souvent le PRM a été assimilé à África Livre. Or África Livre était juste une station de radio créée par le régime rhodésien pour faire de la propagande anti-Frelimo :

« Le PRM n'a jamais été África Livre, c'était à cause de la radio [...] África Livre, c'était une station de radio. Notre parti a été toujours le PRM, mais les gens utilisaient le nom África Livre pour désigner le PRM à cause de la radio. Ce nom d'África Livre désignait tous les mouvements qui luttèrent contre le Frelimo, aussi bien la Renamo que le PRM. Le PRM a dû faire un grand travail pour dire aux gens, qu'il n'était pas África Livre, que África Livre est une radio qui parle et divulgue tout ce que nous sommes en train de faire, c'était une Radio qui parlait mal du

⁴ Dénomination créée de toutes pièces pour inclure la zone entre les fleuves Rovuma et Zambéze, plus exactement les actuelles provinces de Cabo Delgado, Niassa, Tete, Nampula et Zambézie, soit le nord du Mozambique.

⁵ J.-C. LEGRAND, « Logique de guerre et dynamique de la violence en Zambézia, 1976-1991 »..., *op. cit.*

⁶ C. SERRA, *De la gestion de corps à la gestion des mentalités en Zambézia, Mozambique (1890-1983). Rapports de domination, conformisme et déviance politiques*, Thèse de doctorat en sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, Junho de 1995.

⁷ N. R. BOWEN, *Traders and livelihood strategies in post-conflict Zambézia*, Londres, PhD thesis, London School of Economics and Political Science, juillet 2000.

Frelimo, des villages communaux, des laissez-passer [...] ce n'était pas un parti, c'était juste une radio... »⁸.

D'autres confondaient le PRM et le *Wotcha Weka*, tenant ce dernier pour un mouvement⁹. Or *Wotcha Weka* n'a jamais été un mouvement, il s'agissait du nom de l'action, encouragée par le PRM, des populations pour brûler les « villages communaux ». *Wotcha Weka* signifie « brûle toi-même » [ton village communal] dans les langues locales. Gimo Phiri¹⁰ devenu leader du PRM après l'arrestation d'Amós Sumane, explique la différence :

« C'était un langage que les guérilleros utilisaient avec la population : vous êtes en train de vous plaindre à cause des villages communaux ? Alors, les guérilleros organisaient la population pour qu'elle brûle elle-même leurs paillotes dans les villages communaux et ensuite retourne dans ses zones d'origine. [Les paysans] brûlaient les villages à l'instigation du PRM, qui profitait du fait qu'ils n'aimaient pas les villages communaux. Lorsque nous arrivions dans les villages communaux, nous donnions quelques tirs en l'air pour faire comprendre à la population que nous étions arrivés et pour qu'elle commence à brûler les villages. Ainsi le Frelimo ne pouvait pas inculper les populations. C'était une action concertée entre la population et le PRM. Dès que nous commencions à tirer en l'air pour tromper les GD [Groupes Dynamiseurs], la population savait déjà que c'était nous. Ainsi, le Frelimo pensait que c'était nous qui les avions brûlés, alors que c'était la population. C'était pour finir avec les villages communaux [...] c'est un des facteurs qui nous a donné du soutien dans la population. »¹¹

L'incendie des « villages communaux » par les populations, accompagné de leur fuite vers le Malawi ou vers les anciennes zones de résidence, est une réalité qui fut confirmée par le ministère de la Défense lui-même, au cours d'une réunion tenue à Milange en 1982¹².

Le PRM revint aux mêmes endroits du district de Milange (le district le plus affecté) où il agissait pendant la lutte anti-coloniale, par exemple dans les hameaux et *regedorias* (chefferies) de Sabelua, Tengua, Nhazombe, Congono, Mandua, Gerasse, Saenda, Ponderane, Vulalo, etc., à Milange. Rappelons que l'UNAR avait créé des branches dans ces régions pendant la lutte anti-

⁸ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

⁹ C. SERRA, *De la gestion de corps...*, op. cit. ; N. R. BOWEN, *Traders and...*, op. cit.

¹⁰ Selon l' *Africa Confidential* n°13, vol. XXX, Londres, 23 juin 1989, Gimo Phiri serait un « Mozambican Asian business man », ce qui est tout faux. Bernardo Alfai Gimo, un Noir, plus connu sous le nom de Gimo Phiri est né dans le poste administratif de Charre, ancienne circonscription de Mutarara, province de Tete, le 5 mai 1948. Après avoir fait la 4^e année rudimentaire dans la mission locale, il a travaillé à Vila Pery (actuel Chimoio) et ensuite à Beira. C'est là qu'il a fait ses premiers pas en politique. Dans les années 1970, il fit partie du Frelimo, recrutant des militants pour ce mouvement surtout dans sa région natale. Déçu (selon lui) par le caractère « marxiste » du Frelimo, il quitta le pays pour le Malawi en 1974, encore sous le gouvernement de transition, pour se joindre à d'autres militants anti-Frelimo, tels qu'Amós Sumane.

¹¹ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

¹² MINISTÉRIO DA DEFESA Nacional, *Sintese da Reunião Conjunta das Forças de Defesa e Segurança das Províncias do Niassa e Zambézia*, Milange, 4 février 1982, in AGZ.

coloniale, et qu'en septembre 1968, un groupe de l'UNAR, dont faisait partie Matias Tenda, avait été arrêté dans la région de Vulalo.

Il s'agit là de l'un des facteurs expliquant l'implantation facile et rapide de ce mouvement en Zambézie, car leurs militants étaient déjà connus et eux-mêmes connaissaient le terrain. Le champ d'actions du PRM couvrait aussi les districts de Mutarara (terre natale de Gimo Phiri, à Tete), Mecanhelas (une région du Niassa qui n'a jamais porté le Frelimo dans son cœur), Lugela (surtout la région de Muabanama, frontière avec le district de Milange), Namarroi, Gurué, Morrumbala et Mopeia, en Zambézie. La plupart de ses militants étaient des Zambéziens de l'ethnie Lomué, des gens qui avaient le plus souffert de la fin de l'économie de plantation et la de politique de « modernisation » autoritaire du Frelimo à l'indépendance. Il s'agit d'ailleurs, rappelons-le, d'une ethnie qui avait été déjà humiliée et méprisée par les Portugais et par les différentes compagnies capitalistes qui passèrent par la Zambézie¹³.

Au début, le PRM utilisait des bâtons, des haches, des machettes, des lances. Petit à petit, il commença à voler des armes et des uniformes aux soldats, miliciens et policiers du Frelimo. Certains de ces « contre-révolutionnaires » (selon la version officielle), étaient d'anciens soldats du Frelimo pendant la lutte anti-coloniale. C'est le cas du fameux commandant Lucas Saguete. Lucas Saguete avait été militaire de l'armée coloniale à São Tomé e Príncipe. Pour avoir participé à une rébellion dans ce pays, il fut arrêté et incarcéré pendant dix ans, avant de rejoindre les rangs du Frelimo et devenir instructeur de ce mouvement à Nashingwea en Tanzanie¹⁴. À l'indépendance, Lucas Saguete se joignit au PRM, ayant été, le commandant principal de ce mouvement en Zambézie. La légende veut qu'il possédait des pouvoirs magique¹⁵.

Ce mouvement trouva dès le début un soutien parmi les populations rurales déçues par le Frelimo. Le PRM attaquait les « villages communaux », les sièges du Frelimo, les députés, les Groupes Dynamiseurs (GD), les membres des Organisations Démocratiques de Masse (ODM), les magasins du peuple, c'est-à-dire, tout ce qui représentait l'État-parti. Au début 1979, la plupart des gens des « structures » du Frelimo dans le district de Milange où le PRM était très

¹³ L. VAIL, L. WHITE, *Capitalism and Colonialism in Mozambique. A study of Quelimane district*, London, Heinemann, 1980.

¹⁴ PIDE, DELEGAÇÃO DE MOÇAMBIQUE, *Actividades terroristas no Distrito do Niassa*, Lourenço Marques, Informação n° 696-SC/CI (2), 17 août 1966 in AHU/MU/GM/GNP/K.6.10/SR036/PT.4, Situação subversiva em Moçambique.

¹⁵ Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

actif, avaient abandonné leurs fonctions en s'enfuyant vers le Malawi, par crainte des actions de ce mouvement, paralysant quasiment les activités politiques du parti¹⁶. Le gouvernement fut obligé d'envoyer des renforts (militaires et des cadres plus dévoués) pour minimiser l'impact des agressions et « mobiliser » la population¹⁷.

Le PRM attaquait aussi les milices et les policiers pour voler des armes, des uniformes, des bottes, des cartes d'identité de la Police Populaire du Mozambique (PPM). Il n'était donc pas rare de voir les agents du PRM déguisés en éléments du Frelimo attaquer les positions de ce parti. Par exemple, le 21 mai 1980, dans la zone de Chindio à Milange, un groupe du PRM vêtu avec des uniformes volés à la PPM attaqua un poste de police, tuant un policier¹⁸.

L'aggravation de la situation militaire

Malgré les renforts envoyés en 1979, la situation politico-militaire devint encore plus difficile, surtout dans la région de Milange. En 1980, la Commission Coordinatrice des Forces de la Défense et Sécurité locale, reconnut la gravité de la situation et que le PRM n'était pas un simple groupuscule de bandits, comme le gouvernement le pensait jusqu'à la. Elle demanda encore des renforts :

« ... Nous voulons informer les structures centrales de la province que la situation militaire de Milange est bouleversée. [Il ne faut plus] minimiser, il ne s'agit plus de simples bandits comme nous le disions jusque là, mais d'agents fantoches de l'*África Livre*. Nous devons renforcer nos positions, augmenter le nombre de soldats, afin de repousser le nombre élevé de bandits qui apparaissent ces derniers jours [...] si nos positions restent avec les effectifs qu'elles ont aujourd'hui, nous souffrirons de lourdes pertes. »¹⁹

Rien qu'entre les mois de mars et septembre 1980, avaient eu lieu dans ce district environ trente attaques. Elles étaient soutenues surtout par d'anciens *régulos* (chefs traditionnels) et chefs de hameaux²⁰. De même, un nombre non négligeable de secrétaires de quartiers et de GD, de commissaires de district, de membres des ODM abandonnèrent leurs fonctions pour se joindre aux forces du PRM²¹. C'est un des facteurs qui en expliqua rapidement la force. Ce

¹⁶ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MILANGE, *Relatório*, Milange, 10 avril 1979, in AGZ.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, 1º destacamento especial (Tigre), *Relatório*, Mongoé, Milange, 1 juin 1980, in AGZ.

¹⁹ COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Milange, 25 mai 1980, in AGZ.

²⁰ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, 1º destacamento especial (Tigre), *op. cit.*

²¹ COMISSÃO COORDENADORA DAS FORÇAS DE DEFESA E SEGURANÇA, *Relatório*, Quelimane, 28 octobre 1980, in AGZ.

soutien de certaines « structures » du Frelimo fut très décisif pour les actions du PRM. C'étaient elles par exemple qui donnaient les informations sur les mouvements des troupes du Frelimo. C'était elles aussi qui contribuaient en denrées alimentaires. En très peu de temps, le PRM réussit à gagner les paysans locaux en recevant de quoi manger, des cachettes, des informations sur les mouvements des troupes du Frelimo, etc., à tel point que le gouvernement imposa la construction des « villages communaux » par la force pour mieux contrôler les paysans et éviter tout contact avec le PRM :

« Avec comme principe la tradition des premiers combats de la lutte de libération nationale, il a été fondamental [pour le PRM] de gagner l'adhésion des populations et d'avoir son plein soutien moral et alimentaire. L'évolution des actions des bandits dirigés par les agents de l'África Livre qui ont assimilé notre expérience, montre qu'ils profitent du regroupement familial et des populations isolées pour mettre en pratique leurs actions. Et nous admettons cela comme réalité parce qu'ils reçoivent tout le soutien moral, alimentaire, financier et à la dissimulation de leurs bases et de leurs mouvements. Nos armes que ces bandits ont volées, se trouvent dans les maisons des populations. Comment notre action portera-t-elle ses fruits si les bandits continuent à recevoir le soutien de la population ? Et parmi ceux qui les soutiennent, certains le font de libre conscience, et d'autres par intimidation, mais tous contribuent à la perpétuation de ces bandits. Et pour cela nous proposons encore une fois [afin de réussir] l'isolement des contre-révolutionnaires, le rassemblement obligatoire des populations dans les villages communaux ; la localisation des endroits où doivent être construites les villages communaux. »²²

Un rapport du ministère de la Défense résuma en quelques points, les facteurs qui amenaient la population à soutenir le PRM :

« ... Notre étude a constaté que notre population est facilement gagnée par l'ennemi dans les villages communaux parce qu'on ne respecte pas les promesses faites lors de l'acte de la fixation des masses populaires dans les villages communaux, les conditions de survie telles que des boutiques pour l'achat de denrées, des hôpitaux, des marchés, des écoles et même de l'assistance politique. »²³

L'autre aspect tenait aux abus des « structures »²⁴ du Frelimo sur les populations. Effectivement, dès le début le Frelimo dut faire face à l'indiscipline et à l'abus des « structures » contre les populations. Les Groupes de Vigilance Populaire (GVP) étaient accusés de maltraiter la population, tandis que les miliciens étaient accusés non seulement de la maltraiter, mais aussi

²² *Ibidem.*

²³ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Síntese da Reunião...*, *op. cit.*

²⁴ Dans le vocabulaire courant, le mot « structure » signifie les instances partisans de l'État et par extension, les personnes qui en font partie : « le structure est venu nous rendre visite », signifie que le camarade de la direction du parti est arrivé.

de la tuer²⁵. À Milange, où, on l'a vu, le PRM était très actif, les milices étaient les « champions de la terreur ». Les exactions les plus diverses étaient commises contre la population.

Les déboires du PRM

Néanmoins au milieu des années 1980, le PRM essuya un revers avec la destruction de plusieurs de ses bases et l'arrestation des plusieurs militants, dont le leader, Amós Sumane. D'autres membres importants furent également arrêtés comme Joaquim Veleia, (ancien commissaire du Frelimo à Gurué, qui s'était joint au PRM, exécuté en 1981) et Matias Tenda (condamné à mort en juin 1982)²⁶. Il ne faut non plus oublier l'assassinat à Milange du « terrible » Lucas Saguata, le 6 avril 1981, dans un piège monté par le Frelimo. Le Malawi, également sous la pression du Frelimo, commença à réprimer le PRM. Ainsi, le 26 janvier 1981, dix-huit éléments du PRM furent arrêtés par les autorités locales et livrés au gouvernement du Mozambique²⁷.

En 1982 le tribunal militaire révolutionnaire condamna trente militants du PRM : quatre étaient condamnés à mort et 27 à des peines de prison très lourdes²⁸. Parmi eux, se trouvait une femme, qui profitant de sa position de cheffe au sein de l'OMM, recrutait des femmes, et récoltait des fonds et des denrées alimentaires pour le PRM²⁹. La particularité la plus importante ici, est que tous les militants arrêtés étaient originaires de la Zambézie.

La fusion entre le PRM et la Renamo

Dans une lettre datée du 28 juin 1982 envoyée à Gimo Phiri, Orlando Cristina (dont le nom de guerre était Mário Salima), alors secrétaire-général de la Renamo, proposa l'unification du PRM et de la Renamo. Selon Cristina la dispersion de forces était un handicap dans la lutte contre le Frelimo :

« L'existence de différents groupes armés serait très dangereuse pour le futur du pays. Dans une révolution, la discipline est essentielle. Il est nécessaire que nous nous mettions en garde contre les graves problèmes futurs résultant de forces divisées qui peuvent jeter le pays et le peuple

²⁵ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório sobre a situação da Província nos últimos dois meses*, Quelimane, 29 juillet 1979, in AGZ.

²⁶ « Mozambique: Havoc in the bush » *Africa Confidential* (Londres), n°15, juillet 1982, vol. XXIII..

²⁷ COMISSÃO COORDENADORA DAS FDS, *Síntese do relatório do 3º destacamento especial referente ao mês de janeiro de 1981*, Milange, 12 mars 1981, in AGZ.

²⁸ « TMR condena 32 contra-revolucionarios. Quatro réus com pena de morte », *Tempo* (Maputo) n° 541, 22 février 1981; *Notícias* (Maputo), 16 mars 1981.

²⁹ *Ibidem*.

dans la confusion, dans le chaos et dans la destruction complète de ce que nous sommes en train de créer avec beaucoup de sacrifice. »³⁰

Deux mois plus tard, en août, les deux mouvements, fusionnèrent. Afonso Dhlakama, leader de la Renamo restait à la tête du mouvement et Gimo Phiri, en devenait vice-président. Cette unification marqua aussi l'entrée de la Renamo en Zambézie en août 1982. À partir de cette période, la guerre prit une autre dimension, devenant très agressive. Mais cette union ne dura pas, et suite à des divergences, Gimo Phiri quitta la Renamo en 1987 et recréa l'Unamo en hommage, selon lui, à Amós Sumane. Il combattit de nouveau le Frelimo et la Renamo. Il fut ensuite récupéré par le Frelimo afin de combattre la Renamo, en échange de certaines promesses. Gimo Phiri expliqua ainsi les raisons de son départ de la Renamo et comment il fut ensuite soudoyé par le Frelimo :

« Cela a été une raison très simple : d'abord, les guérilleros dont la plupart étaient Lomués disaient qu'ils étaient exclus, qu'ils n'avaient pas accès aux postes de direction à cause du tribalisme, que seulement les Ndaus pouvaient être commandants. Ainsi les Lomués n'étaient pas satisfaits. Ensuite : je ne sais pas si c'était vrai ou pas, il y a eu une rumeur, selon laquelle un groupe dirigé par Evo Fernandes³¹ voulait m'abattre, car il pensait que j'avais des liens avec le Frelimo. Je pense que Dhlakama n'était pas mêlé à cette affaire. J'ai fait une lettre à Dhlakama où je lui disais que j'abandonnais le groupe, mais il refusa mon départ. Enfin, l'autre raison de la rupture, ce fut la destruction des infrastructures du pays. Si nous gagnions la guerre, nous allions gouverner quoi ? C'est une des choses qui m'a fait quitter la Renamo, même Orlando Cristina n'était pas d'accord avec la destruction. Je n'acceptais pas la destruction du Mozambique. Si nous détruisions, où allions-nous trouver l'argent pour reconstruire le pays ? Tu penses que ceux qui disaient à Dhlakama de détruire, vont lui donner de l'argent si un jour il prend le pouvoir ? Notre but était de lutter contre le communisme et non de détruire, je suis parti avec 3 000 hommes. À cette époque, 1987, année de la rupture, nous avons attaqué le Frelimo et la Renamo. Et le gouvernement se voyant attaqué de deux côtés, nous a contactés. Il y a eu des promesses qui n'ont pas été respectées, aujourd'hui je me trouve dans une situation d'abandon. Nous avons fait un accord avec le Frelimo, qu'il n'a pas tenu. »³²

Suite à l'accord entre le Frelimo et le groupe de Gimo Phiri, fut créée une nouvelle force dénommée « Groupe Maria », qui n'était autre que les restes de l'ancien PRM. C'est ce groupe commandé par Gimo Phiri, qui a rendu possible la sécurité de certaines régions de la Zambézie, surtout autour de Milange. Puis la troupe de Gimo Phiri fut démobilisée avec celle du Frelimo dans le cadre de l'Accord Général de Paix (AGP).

³⁰ Mário Salima, lettre à Gimo Phiri, 28 juin 1982 (archives personnelles, ville de Tete, octobre 2004).

³¹ Secrétaire-général de la Renamo (après l'assassinat d'Orlando Cristina), d'origine goanaise.

³² Entretien avec Gimo Phiri, Tete, 27-28 octobre 2004.

Lors de l'ouverture du pays au pluralisme politique en 1990 et sans aucun doute grâce à la complicité du Frelimo, Gimo Phiri perdit la présidence de l'Unamo³³ au profit de Carlos Alexandre dos Reis, ancien délégué de ce mouvement à Lisbonne. Né à Milange, Zambézie, Carlos Alexandre dos Reis, est un personnage fort controversé. Pendant la période coloniale il avait été interprète dans l'administration de la circonscription de Milange. En 1966 à la suite d'une rafle faite par la PIDE contre un prétendu réseau du Frelimo en Zambézie, il fut arrêté. Devenu commerçant à l'indépendance, il fut arrêté accusé de spéculation et d'autres crimes économiques. Il apparut ensuite à Lisbonne en lien avec la Renamo ou avec le PRM et le Snasp, les services secrets du régime de Maputo. En l'absence de Gimo Phiri qui se trouvait encore en brousse, Carlos Reis légalisa le parti, organisa un premier congrès et s'autoproclama leader. Aujourd'hui, il est toujours leader de l'Unamo et dit se battre pour le fédéralisme. Ce fut le début de la « mort » politique de Gimo Phiri.

Ensuite, Gimo Phiri créa l'Union Démocratique du Mozambique (Udemo), mouvement qui jusqu'à aujourd'hui n'a aucune expression et n'a d'ailleurs pas engagé les formalités pour être reconnu par l'État. Ce « nouveau » mouvement se bat aussi selon ses dirigeants, pour la création d'un État fédéral, qui diviserait le Mozambique en deux parties, le Nord et le Sud³⁴. Lors de la première séance plénière de la quatrième session du parlement en 1996, le président de la République, Joaquim Chissano répondant à une question posée par un député de la Renamo, nia avoir pris des engagements envers Gimo Phiri. Pour Chissano, Gimo Phiri n'était qu'un simple dissident de la Renamo, qui avait demandé de l'aide au Frelimo pour combattre le mouvement rebelle d'Afonso Dhlakama³⁵. Face à ce discours de Joaquim Chissano au parlement, l'Udemo, qui disait posséder 3 000 combattants menaçait de reprendre la guerre, afin de forcer le Frelimo à accomplir ses engagements³⁶. Ce n'était qu'un bluff.

Gimo Phiri vit aujourd'hui dans une petite chambre, dans la ville de Tete, où selon lui, « il attend toujours et pacifiquement [qui soient tenus] les promesses du Frelimo », partageant sa vie entre le Mozambique, et le Malawi où se trouve sa famille.

³³ L'Unamo fut le premier parti politique légalisé après l'introduction du multipartisme au Mozambique. Sur cette question voir « Unamo registration confirmed », *Mozambiquefile* (Maputo), n°189, avril 1992.

³⁴ « Udemo diz ter 3 000 mil homens prontos a combater », *Notícias* (Maputo) n° 23 431, 11 mars 1996.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ *Ibidem*.

B. La Zambézie de la Renamo

La Renamo, elle n'était pas « zambézienne », mais quel fut l'impact de sa fusion avec le PRM dans la guerre civile ? Quelle fut la réaction de la population à l'égard de la Renamo ? Comment le Frelimo répondit-il à cette nouvelle situation ?

La Renamo et le durcissement de la situation militaire

Lorsque la Renamo pénétra en Zambézie avec l'aide du PRM, la situation politico-militaire devint vite insoutenable. Les actions militaires changèrent rapidement de nature, devenant encore plus violentes. Des voitures étaient attaquées, des mines étaient placées sur les routes, des coopérants étaient attaqués ou kidnappés, etc. Ce fut le cas de six techniciens bulgares en août 1982 et de vingt-quatre autres de nationalité soviétique kidnappés en août 1984. La Renamo s'acharna aussi, à l'instar du PRM, sur les « structures » du Frelimo (GD, secrétaires de quartiers, députés, etc.) et sur tout ce qui représentait l'État de ce parti (professeurs, médecins, infirmiers, hôpitaux, écoles, usines, plantations de thé, « villages communaux », etc.). Cette obsession pour détruire ladite « modernité » étatique mena la Renamo par exemple, à se méfier de tous ceux qui parlaient la langue portugaise, perçus comme étant du Frelimo:

« Si tu parlais portugais dans cette zone, tu avais des problèmes avec la Renamo. Ils pensaient que tu étais du Frelimo. Le petit copain de ma tante a été tué par la Renamo parce que, lorsqu'il a été arrêté, il répondait aux questions posées par la Renamo en portugais, il venait d'arriver de Nampula. »³⁷

La Renamo faisait toujours le contraire du Frelimo. Elle se ralliait aux autorités traditionnelles, aux guérisseurs, aux devins, etc., méprisés par le régime de Samora Machel. Dans ses incursions militaires, elle rasait tous les grands bâtiments sauf les églises comme par exemple à Lugela, Milange, Morrumbala, Micaune et Molumbo³⁸. Elle épargnait aussi les maisons de gens, c'est-à-dire, de simples paysans, de ceux qui n'avaient aucun lien ou n'étaient pas suspectés d'avoir liens avec le Frelimo et son État.

En très peu de temps, la Renamo gagna l'adhésion des populations rurales, comme l'attestèrent plusieurs rapports des administrateurs locaux. À Morrumbala par exemple, un district occupé

³⁷ Entretien avec Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

³⁸ J. CARIMO, « Crónicas de Namuli. A Religião dos Bandidos », *Tempo* (Maputo), n° 947, 4 décembre 1988.

par la Renamo le 16 août 1982, (quelques jours après son entrée en Zambézie), dont le chef-lieu était resté isolé au milieu de localités conquises (Megaza, Pinda, Derre, Muandiua, Mepinha, Guerissa et Chire) et où toutes les activités économiques étaient presque paralysées, le gouvernement local disait que:

« En très peu de temps la Renamo a réussi à gagner l'adhésion des populations de Morrumbala. C'est dans ces régions que l'influence de la Renamo est très forte, où l'adhésion de la population à ce mouvement est volontaire. »³⁹.

À Milange, en mars 1983, le gouvernement disait que la population était déjà « conquise » par les « bandits » et se joignait volontairement à eux⁴⁰.

La facile adhésion de la population aux « bandits » s'explique non seulement par le fait de se battre contre la « modernité » du Frelimo mais aussi, contre les mauvais traitements des « structures » du régime de Maputo, en vue de la construction dudit État « moderne ». En septembre 1982, le commandant militaire provincial de la Zambézie, Bonifácio Gruveta adressa un mémorandum au gouverneur Oswaldo Tazama, dans laquelle, il montrait quel niveau avait atteint l'abus des « structures » du Frelimo contre les populations :

« Sous les ordres des administrateurs locaux, les milices et les Groupes de vigilance prennent les biens des populations. Dans les gares du district de Namacurra, les milices fouillent les bagages des passagers, prennent les boissons qu'ils trouvent et ensuite, ce sont eux qui les boivent, fait dont le peuple a connaissance. »⁴¹

En revanche, il semble qu'en Zambézie, la Renamo a été moins dure à l'égard de populations qu'elle courtisait. Lors de l'attaque de Belua et Cuge, sections de l'entreprise Emocha, la Renamo a abattu des têtes de bétail et les a distribuées à la population. Dans certaines de ces actions, la Renamo était aidée par la population, comme à Megaza, près de Morrumbala, lorsqu'elle y captura le bétail d'un certain Arnaldo en septembre 1982⁴².

Un rapport du gouvernement de Gilé, montre que si la Renamo au début, avait utilisé la force ou l'intimidation, elle était en train de changer de tactique, essayant de conquérir l'adhésion des populations par des moyens plutôt pacifiques :

³⁹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Relatório para o Governador da Provincia da Zambézie*, Morrumbala, 13 septembre 1982, in AGZ.

⁴⁰ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, Gabinete do Governador, *Informação diária (Resumo)*, Quelimane, 31 mars 1983, in AGZ.

⁴¹ B. GRUVETA, Comando provincial da Zambézia, *Nota informativa*, Mocuba, 14 septembre 1982, in AGZ.

⁴² ADMINISTRAÇÃO DE MORRUMBALA, *Do Administrador de Morrumbala, para o Governador da Provincia da Zambézia*, Morrumbala, 5 septembre 1982, in AGZ.

« Les bandes armées utilisent une nouvelle tactique pour ne plus maltraiter la population, ni prendre ses biens par la force, mais seulement par le biais d'offre ou en échange d'argent. L'ennemi, pour gagner la population, procède à la distribution de t-shirts. Il s'agit de t-shirts volés dans les autres endroits où il est passé lorsqu'il venait à Gilé. »⁴³

En août 1983, dans le cadre de son « offensive présidentielle » contre toutes les « insuffisances », Samora Machel, considérant qu'il y avait une grande désorganisation et un relâchement au sein des forces armées qui facilitaient les actions des mouvements anti-Frelimo procéda à la réorganisation des effectifs des forces armées en Zambézie et annonça le début d'une vaste offensive contre la Renamo. Des commandants, des capitaines, etc., furent rétrogradés et des vétérans de la lutte anti-coloniale, des militaires qui avaient combattu les régimes de Ian Smith et celui d'Idi Amin Dada lors de l'invasion de la Tanzanie, furent appelés à intégrer l'armée en Zambézie⁴⁴. Le cas le plus emblématique fut le remplacement de Bonifácio Gruveta, le commandant provincial, par le brigadier José Ajape, ancien commandant du petit groupe de troupes mozambicaines envoyé soutenir la guérilla en Rhodésie⁴⁵. Les militaires rétrogradés furent envoyés dans des lieux de production :

« Lorsque j'ai visité Mocuba, j'ai rencontré des commandants qui avaient été envoyés de Maputo pour dynamiser les forces armées, pour diriger les opérations. Certains d'entre eux sont ici depuis octobre de l'année dernière. J'ai demandé : « à combien de combats avez-vous participé ? ». Et on m'a répondu : « à aucun combat ». D'autres sont ici à Quelimane et à Mocuba depuis janvier pour entraîner les soldats et les amener au combat. Et je leur ai demandé : « à combien des combats avez-vous participé ? ». Et ils ont répondu : « à aucun ! ». Mais il s'agit d'un capitaine et d'un lieutenant des Forces Armées du Mozambique, des Forces Populaires du Mozambique. Nous les avons donc rétrogradés. Ils sont ici en train d'amollir les soldats, en train d'occuper illégalement les maisons et de toucher des salaires, d'être nourris par l'armée juste pour faire du vagabondage, pour se transformer en gloutons et en paresseux. Ils sont ici. Je les ai remis au camarade Mário Machungo⁴⁶. Il va leur donner des tâches sur les lieux de production. Ils vont gagner leur salaire là-bas, pas ici dans l'armée. Ici, notre métier c'est le combat.»⁴⁷

Cette « offensive » présidentielle affecta aussi la police locale jugée également inopérante et corrompue. Samora Machel s'en prit également aux *régulos* qui selon lui, enrôlaient la population pour la Renamo et leur adressa un ultimatum :

⁴³ ADMINISTRAÇÃO DE GILÉ, *Do Administrador do distrito de Gilé para Governador da Província Da Zambézia*, Gilé, 10 novembre 1982, in AGZ.

⁴⁴ « Zambézia : reorganizar as FAM para desbaratar os bandos armados », *Tempo* (Maputo), n°670, 14 août 1983. « Le président Samora retourne à Zambézia », *Bulletin d'Information* (Maputo), n° 86, Agência de Informação de Moçambique, août 1983.

⁴⁵ *Ibidem*.

⁴⁶ Gouverneur de la Zambézie à l'époque.

⁴⁷ « Zambézia. Ofensiva militar e economica », *Tempo* (Maputo), n°671, 21 août 1983.

« ...Ici en Zambézie certains *regulos* son en train d' enrôler la population pour les rangs des bandits armés. Ces *regulos* seront donc tués. Je suis en train d'appeler tous ces *regulos* pour qu'ils rentrent vite avec les populations, car nous allons déclencher une grande offensive en Zambézie. Nous avons le peuple de la Zambézie derrière nous... »⁴⁸

Il est vrai que la situation militaire connu temporairement quelques améliorations, comme par exemple, la réouverture des certaines routes vitales pour l'économie locale au trafic, permettant par exemple la reprise de l'exportation du thé à Gurué⁴⁹. Pour apaiser la situation économique, Samora Machel nomma un nouveau gouverneur pour la Zambézie, l'économiste Mário Machungo, né à Maputo, mais la situation économique continua à se détériorer. Celui-ci fut remplacé en 1986, par Feliciano Gundana, un vétéran de la lutte anticoloniale, né à Sofala. À ce moment-là, la Renamo contrôlait de vastes régions de la Zambézie.

La force de la Renamo s'expliquait aussi par la faiblesse du Frelimo. En effet, les soldats étaient confrontés à toutes sortes de difficultés logistiques et matérielles tels le manque d'alimentation, d'uniformes, de bottes, de voitures, etc., comme l'atteste le rapport suivant de 1983 :

« La situation dans la province de Zambézie n'est pas du tout bonne. L'ennemi a tendance à confiner toute la province, parce que notre capacité de réponse est faible. Cette faiblesse vient du nombre réduit d'effectifs dans la province [...] notre armée arrive très souvent tard dans les endroits attaqués par l'ennemi du fait du manque de transport, même si l'ennemi reste dans ces endroits très longtemps. Nous manquons d'uniformes, de bottes ou des baskets. Les soldats restent souvent en lambeaux et [vont] pieds-nus. »⁵⁰.

La Zambézie « libérée »

Pendant le dernier trimestre de 1986, la Renamo introduisit des milliers d'hommes à partir de l'Afrique du Sud, dont le but était selon le président Joaquim Chissano de couper le Mozambique en deux à partir de la vallée du Zambèze, afin d'avoir accès à la mer⁵¹.

En même temps, d'autres groupes de la Renamo venant du Malawi entrèrent en Zambézie par la région de Milange occupant la presque totalité des chefs-lieux des districts de cette province. Lors d'une attaque au chef-lieu du district de Gilé en février 1986, l'administrateur local, José

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ « Mozambique: politicising the ranks? », *Africa Confidential*, n°4, 15 février 1984, Vol. XXV.

⁵⁰ MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL, *Sintese do Encontro orientado pela sua excelência Major General e comandante militar provincial da Zambézia*, Quelimane, 27 janvier 1983, in AGZ.

⁵¹ « Guerra que nos movem é para destruir o povo Presidente Joaquim Chissano na abertura da AP (2ª sessão da Assembleia Popular) », *Tempo* (Maputo), n° 887, 11 juin 1987.

Albino fut tué⁵². Ce district fut occupé en octobre de la même année, le nouvel administrateur s'étant réfugié à Pebane.

À l'instar du Frelimo pendant la lutte anticoloniale, la Renamo soutenue par les chefs traditionnels et les *Mujibas* ou *Mujuba*⁵³ créa un système d'administration dans les régions qu'elle avait conquises (même s'il n'atteint pas le niveau de celui du Frelimo). Plus que dans les autres régions, ce fut en Zambézie que les « zones libérées » de la Renamo acquirent une certaine importance⁵⁴. Dans la région de Milange, la Renamo avait certaines infrastructures sociales, mais ce fut à Derre à Morrumbala, (occupé la première fois en 1982 et puis de 1986 à 1990), qu'elle avait implanté un système administratif encore plus important⁵⁵. La Zambézie devint aussi le grenier de la Renamo. La nourriture produite ici, alimentait les militaires de ce mouvement dans les provinces de Manica et de Sofala⁵⁶.

À la fin de 1986, le nombre de personnes souffrant de pénuries alimentaires était d'environ 1,5 million (plus de la moitié de toute la population zambézienne, estimée à 2 418 851 habitants par le recensement de 1980). Les populations rurales se réfugièrent au Malawi, (environ 200 000 personnes parmi lesquelles il y avait des habitants de Tete) d'autres allaient vers Quelimane, la capitale (environ 70 000)⁵⁷. Dans cette ville, les réfugiés dormaient dans les garages, sur des balcons ou dans quelques centres d'accueil construits à la périphérie de la ville. Les communications terrestres entre la capitale et les districts étaient complètement paralysées à cause de l'insécurité. Les seuls moyens de déplacement restaient l'avion ou le bateau, les routes ayant été complètement endommagées par des mines ou obstruées par des troncs des arbres ou par des trous⁵⁸. La Renamo concentra ses efforts sur les infrastructures socio-économiques, ruinant complètement l'économie zambézienne moderne. Au cours de cette période seulement

⁵² GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, Direção Provincial de Apoio e controlo, *Sintese do relatorio do distrito de Gilé referente ao mês de Fevereiro de 1986*, Quelimane 30 mai 1986, in AGZ.

⁵³ La milice de jeunes armés au service de *régulos* partisans de la Renamo. Ils ne faisaient pas partie de la guérilla.

⁵⁴ Voir M. CAHEN, *Les Bandits. Un historien au Mozambique*, Paris, Centre Culturel Calouste Gulbenkain, 2002 ; M. HALL, T. YOUNG, *Confronting Leviathan Mozambique since independence*, Londres, Hurst & Company, 1997, p. 184-185.

⁵⁵ M. HALL, T. YOUNG, *Confronting Leviathan...*, *op. cit.*, p. 184.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ « Aggression sud-Africaine contre la Zambézia et Tete », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 125, AIM, décembre 1986.

⁵⁸ *Ibidem*.

(septembre-décembre), l'usine de sucre de Luabo, l'usine de Thé de Milange et les mines de tantalite à Ile furent entièrement détruites⁵⁹.

Pendant les élections locales (assemblées du peuple) réalisées entre août et décembre 1986 dans le district de Namarroi, le chef de la brigade locale, Pedro Zeca, fut tué. Dans les districts de Morrumbala, Gilé et Mopeia, il ne fut pas possible réaliser les élections à cause de la guerre. À Milange seulement deux assemblées du peuple furent élues, l'une au chef-lieu et l'une autre, dans une localité du même district. Dans ce même district, la brigade provinciale des élections fut attaquée obligée de se réfugier dans la province voisine de Nampula. De même, dans le district de Lugela, la brigade provinciale ne put travailler à cause de l'insécurité⁶⁰. Dans ce district, une seule assemblée seulement fut élue, celle de l'Alto-Lugela⁶¹. La Zambézie était la province avec le plus grand nombre de gens affectés par la guerre parmi les provinces du Mozambique.

Document n°1. Population victime de la guerre et/ou famine au Mozambique à la fin 1986

Provinces	nombre d'habitants	Districts les plus affectés	Nombre de victimes
Maputo-Province	535 762	Magude, Moamba, Matutuine.	270 871
Gaza	1 119 614	Chicualacuala, nord de Chibuto, Guijá, Massingir.	332 892
Inhambane	1 147 195	Funhaloro, Mabote, intérieur de Morrumbene, Panda, Tome.	430 000
Sofala	1 225 838	Caia, Chemba, Cheringoma et Maringué	571 209
Manica	737 706	Barué, Guro, Machaze (le plus affecté) et Tambarra	94 810
Tete	956 451	Mutarara	458 000 ⁶²
Zambézie	2 877 438	Chinde, Inhassunge, Maganja da Costa, Milange, Morrumbala, Nicoadala, Pebane.	847 000
Nampula	2 765 943	Erati, Memba, Mongicual, Monapo, Muecate, Nacala-a-Velha, Nacaroa	130 000 ⁶³
Cabo Delgado	1 081 794	Montepuez	4 097
Niassa	592 045	Cuamba	430 000

Source : M. CAHEN, *La Révolution implosée*, Paris, l'Harmattan, 1983, p. 22.

⁵⁹ M. CAHEN, *La Révolution implosée*, Paris, Karthala, p. 19. ; « Zambézia : Malawi e bandidos de mãos dadas no saque », *Tempo* (Maputo), n° 843, 7 décembre 1986.

⁶⁰ GABINETE PROVINCIAL DE ORGANIZAÇÃO DE ELEIÇÕES, *Relatório da comissão provincial de Eleições à primeira sessão da Assembleia provincial*, Quelimane, 13 décembre 1986, in AGZ.

⁶¹ ADMINISTRAÇÃO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 2 juillet 1987, in AGZ.

⁶² Parmi ces victimes, il y avait de gens de la Zambézie et de Sofala.

⁶³ Il s'agissait des réfugiés zambéziens.

La Zambézie reprise

Pour faire face à cette situation, la population fut organisée et entraînée pour combattre la Renamo avec des armes rudimentaires telles que des bâtons, des lances, des arcs et flèches, etc. On parla de l'organisation et de l'entraînement de 10 000 « volontaires » dans toute la province⁶⁴. Dans le district de la Maganja da Costa par exemple, un certain commandant « Manhoso », vétéran de la guerre coloniale, aurait dirigé un petit groupe de 300 hommes utilisant ce type d'armes rudimentaires, permettant la récupération de certaines populations prises par la Renamo⁶⁵. À Ile, Mário Elimue était aussi à la tête d'un autre groupe qui combattait le mouvement d'Afonso Dhlakama et à Namarroi, on parlait des violents combats entre ces « groupes de vigilance » et les rebelles⁶⁶.

Pour renverser la situation, un poste de commandement avancé des troupes du Frelimo dirigé par le général Henriques Lagos Lidimo fut constitué à Quelimane, travaillant en coordination avec les troupes zimbabwéennes et tanzaniennes. Il s'agissait des meilleures troupes du Frelimo, entraînées par l'Union Soviétique (les « bérets rouges »). Les troupes zimbabwéennes avaient essentiellement la responsabilité de sécuriser les provinces de Tete, Sofala et Manica, mais participèrent aussi aux combats pour la récupération de la Zambézie où combattaient les troupes tanzaniennes (3 000 hommes). Le Frelimo trouva aussi le soutien des Britanniques, pour l'entraînement des soldats. C'est par exemple, les troupes entraînées par les Britanniques qui permirent la récupération de la très importante ville de Gurué, en novembre 1986⁶⁷.

Au début de 1987, la situation s'améliora un peu, la prise de Quelimane et la coupure du pays en deux par la vallée du Zambèze ayant été évitées. Des convois de voitures avec des vivres et des médicaments pour les populations réussissaient à partir de Quelimane vers des régions auparavant inaccessibles⁶⁸. Malgré cela, la situation militaire restait encore précaire. Par exemple, le 12 février la Renamo attaqua le district de Gurué et détruisit entre autres cinq

⁶⁴ « La population de Zambezia organise la lutte », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 125, décembre 1986.

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ K. MAIER, « The battle for Zambezia », in *Africa Report*, New York, African American Institute, mars-avril, 1989, pp. 13-15.

⁶⁸ « Amélioration de la situation en Zambezia », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 127, février 1987.

usines de thé⁶⁹. Par ailleurs, il faut évoquer la manière dont usa le Frelimo pour réussir à empêcher les troupes d'Afonso Dhlakama, de s'emparer complètement de la Zambézie.

Dans ce processus, de nombreuses exactions contre la population furent commises par les troupes du Frelimo. L'indiscipline, les viols de femmes, les assassinats à tort et à travers, les agressions physiques, les vols de produits dans les champs, les pillages des biens de populations, étaient systématiques et constants dans toute la Zambézie.⁷⁰ À Pebane, les Forces Armées du Mozambique (FAM) et les *Napharamas* (on y reviendra) étaient complices dans le pillage des biens d'urgence⁷¹ et ceux des populations⁷². À Ile, le « terrible » soldat Coloma Leopardo faisait régner la terreur⁷³.

L'interdiction d'aller au Malawi fut renforcée sous prétexte que les gens allaient entrer en contact avec la Renamo. Beaucoup de Zambéziens furent tués pour avoir essayé d'entrer ou être entrés au Malawi. À Milange, ville attaquée et occupée par la Renamo en 1986, pour peupler la ville après sa récupération par le Frelimo le 2 juin 1988 après dix-huit mois d'occupation, les soldats utilisèrent les moyens les plus exécrables pour obliger les gens à revenir. Les individus soupçonnés d'être agents ou collaborateurs de la Renamo étaient torturés ou tués :

« Notre troupe allait chercher les gens réfugiés dans la brousse pour les obliger à vivre au village. S'ils refusaient, ils étaient attachés et amenés ici. Elle arrêtait aussi les gens suspectés d'être de la Renamo et les traînait derrière les blindés, les gens étaient torturés de toutes les façons. Ici à Milange, le commandant Funhamuendo était le "terrible". »⁷⁴

Des instructions furent données par le Commandement militaire provincial pour éliminer tout élément suspecté de collaborer avec la Renamo et il n'était pas rare dans ces cas, qu'il y ait des abus et des crimes les plus abominables commis par des militaires, comme l'amputation de

⁶⁹ « Massacre à Gurué », *Bulletin d'Information de l'AIM* (Maputo), n° 128, mars 1987.

⁷⁰ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MORRUMBALA, *Informação de carácter confidencial*, Morrumbala, 5 mars 1991; GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de sua excelência Ministro da Agricultura ao Distrito*, Nicoadala, 20 septembre 1993 ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DA MAGANJA DA COSTA, *Relatório de trabalho realizado em Mabala, Cabuir e Muolôa de 1 a 11 de Setembro de 1986*, Maganja da Costa, 17 septembre 1986 ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE GILÉ, *Relatório da situação política, económica e social do distrito do Gilé referente ao mês de Abril de 1986*, Gilé, 10 mai 1986, in AGZ.

⁷¹ Les biens d'urgence étaient ceux qui étaient offerts par la Communauté Internationale pour aider les populations victimes de la guerre et d'autres désastres naturels.

⁷² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Síntese da reunião entre os Governos de Moma, provincia de Nampula e de Pebane*, Pebane, 24 juillet 1991, in AGZ.

⁷³ GABINETE DO ADMINISTRADOR DO DISTRITO DO ILE, *Assunto: Mau comportamento praticado na maioria das nossas tropas estacionadas no Distrito do Ile*, Informação n°03/88, Ile, 6 décembre 1988, in AGZ.

⁷⁴ Entretien avec le « vieux » Malua, Milange, décembre 2005.

sexes⁷⁵. Des vieux, des malades, des enfants étaient obligés de faire partie des rangs de l'armée du Frelimo⁷⁶. Le général Henriques Lagos Lidimo devint ainsi un homme à la fois très craint et haï par les Zambéziens, même parmi ses propres hommes. Il a fait fusiller des soldats qui n'avaient pas mené l'opération prévue, sans qu'il y ait procès en tribunal militaire.

Dans cette province, entre 1983 et octobre 1992, 875 écoles d'EP⁷⁷1 parmi les 1 242, (c'est-à-dire 70 %), sept autres d'EP2⁷⁸ parmi les 27 existantes et 20 des 22 systèmes de fourniture d'eau potable, furent détruits par la guerre⁷⁹. La Zambézie ne déparait donc pas du pays en état d'urgence et le nombre global de réfugiés dans les pays voisins était estimé à un million en 1988⁸⁰. La Zambézie y avait plus que sa part. La population se vêtait d'écorces d'arbres, et présentait des cas de malnutrition très graves et divers types de maladies. À Mopeia, Pebane, Chinde et Namarroi par exemple, en septembre 1988, environ quinze à vingt personnes mourraient chaque jour, victimes de la famine et de maladies diverses⁸¹, tandis qu'à Gilé en octobre de la même année, mourraient entre vingt à trente personnes⁸².

À la fin de 1988, la situation militaire empira de nouveau, notamment après le départ des troupes tanzaniennes en décembre⁸³. Les 13 et 14 mai 1989, la Renamo attaqua le district de Pebane et y pénétra jusqu'au chef-lieu, détruisant plusieurs infrastructures⁸⁴. À Mopeia, le chef-lieu du district fut de nouveau attaqué (après avoir été récupéré le 7 mars 1987) et occupé le 27 juin 1989 pendant neuf jours, avant d'être récupéré le 6 juillet⁸⁵. En septembre 1989, le gouvernement du district de Lugela, affirmait qu'après la reprise du chef-lieu le 2 décembre 1988, celui-ci avait été victime de cinq attaques et que, en raison de l'insécurité, son champ

⁷⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Assunto: Informação*, Mopeia, 6 novembre 1990, in AGZ.

⁷⁶ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, SIC/B.3/88, *Transcrição da nota n° 109/GADM/1988 de 4 de junho do Administrador de Morrumbala*, Quelimane, 9 juin 1988, in AGZ.

⁷⁷ École élémentaire du cours préparatoire au CM2 .

⁷⁸ École primaire 2^e niveau, correspondant en France au 1^{er} cycle du collège.

⁷⁹ GOVERNO DA PROVÍNCIA DA ZAMBÉZIA, *Seminário sobre o Desenvolvimento da Zambézia*, Mocuba, juin 1995, in AGZ.

⁸⁰ « Emergência Moçambique. Zambézia a luz no fundo do tunel », *Tempo* (Maputo), n° 935, 11 septembre 1988.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² « Gilé: refazer a vida », *Tempo* (Maputo), n° 978, 9 juillet 1989.

⁸³ K. MAIER, « The battle for Zambezia »..., *op. cit.*

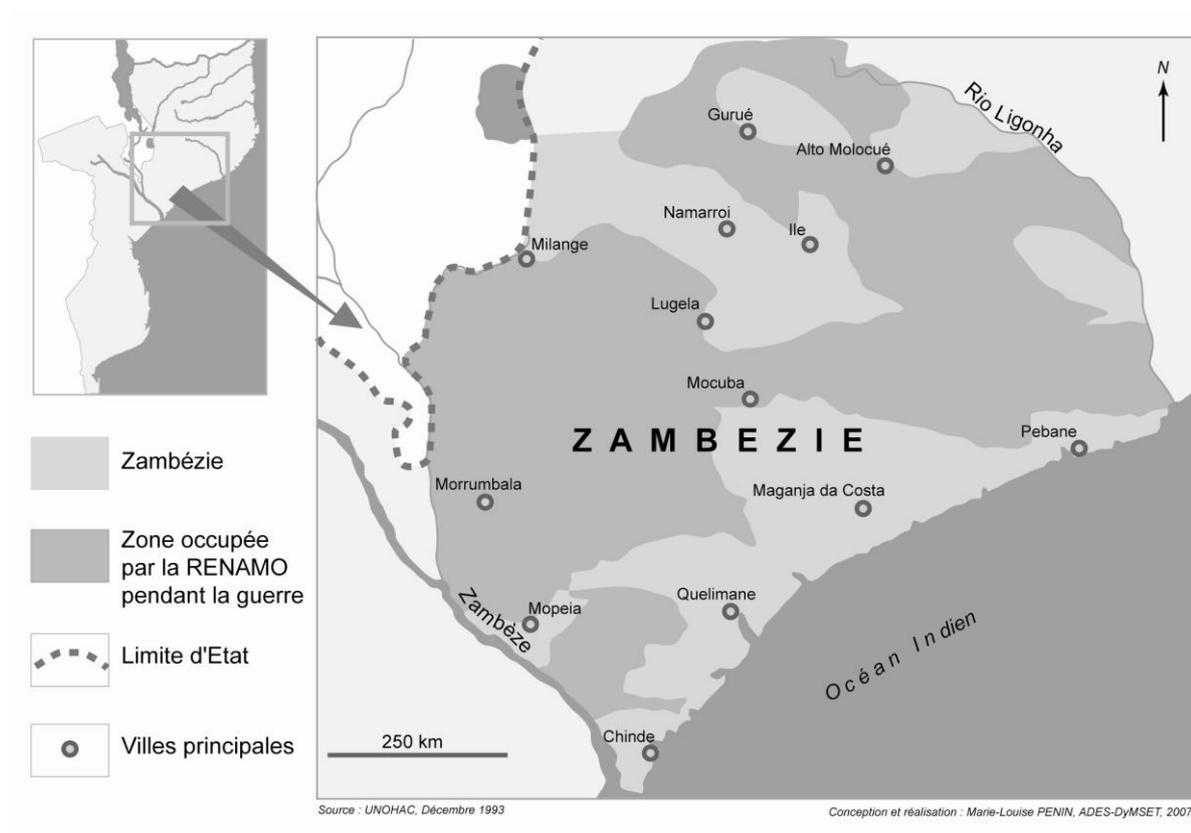
⁸⁴ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE PEBANE, *Relatório das actividades desenvolvidas durante os meses de Abril/julho, Pebane*, 1 août 1989, in AGZ.

⁸⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE MOPEIA, *Relatório das actividades realizadas no âmbito do Programa de emergência ao longo do ano de 1990*, Mopeia, janvier 1991, in AGZ.

d'action ne dépassait pas les 10 Kms à la ronde⁸⁶. A la Maganja da Costa, en 1990, cinq des neuf localités étaient encore sous les mains de la Renamo⁸⁷. À Alto-Molocué, seulement un poste administratif, le chef-lieu, fonctionnait, parmi les deux postes existants en 1990⁸⁸.

À la fin de la guerre en octobre 1992, selon les sources gouvernementales ici étudiées, la Renamo contrôlait plus de la moitié de la province de la Zambézie⁸⁹.

Document n°2. Zone occupée en Zambézie par la Renamo pendant la guerre



⁸⁶ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE LUGELA, *Relatório*, Lugela, 20 septembre 1989, in AGZ.

⁸⁷ DIRECÇÃO PROVINCIAL DA INDÚSTRIA E ENERGIA DA ZAMBÉZIA, *Relatório da visita ao Distrito da Maganja da Costa*, Quelimane, 12 juin 1990, in AGZ.

⁸⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação do distrito de Alto Molocué durante o 1º semestre de 1990*, 20 juillet 1990, in AGZ.

⁸⁹ J. HANLON, *Peace without profit. How the IMF blocks rebuilding in Mozambique*, Oxford, Heinemann, 1996, p. 20.

Les Napharamas, une réponse de la population à la guerre

Les *Napharamas* (ou *Naparamas*) représentent l'un des derniers acteurs de la guerre en Zambézie. Le mot *Napharama* signifie en macua « force irrésistible »⁹⁰. Leur première apparition en Zambézie, remontait au début de 1990 dans la région de l'Alto-Molocué⁹¹. Il s'agissait d'une force créée par un guérisseur du nom de Manuel António qui se disait un envoyé de Dieu, venu libérer les gens contre les actions de la Renamo. Il disait avoir passé six jours dans la tombe, après avoir été atteint de la rougeole⁹². Sur le leader des *Napharamas* plusieurs histoires mythologiques ont couru :

« J'ai connu le *Napharama*. Je ne sais pas d'où il venait, mais les gens disent qu'il venait de Nampula. À l'époque, il y avait une rumeur selon laquelle, il avait été envoyé par Jésus Christ pour en finir avec la guerre. Il venait et disait : je suis le *Pharama*, je ne suis contre personne, je veux juste en finir avec la guerre. Il disait : allez chercher des coupe-coupe pour me découper et la population allait les lui chercher et lui coupait la tête, la coupait en petits morceaux, elle l'enterrait et le soumettait au feu pour le brûler. A la fin du feu, il apparaissait vivant de l'autre côté et demandait si nous avons encore des doutes sur sa force. L'autre manière de démontrer sa force, c'était de le tuer avec une arme lourde comme le bazooka. On tirait sur lui, mais les balles trouaient juste la chemise et non lui. Ainsi la population voyait qu'il était un homme très fort. Ensuite, il choisissait un homme de cette région et le vaccinait pour qu'il devienne chef. Beaucoup de jeunes ont commencé à être vaccinés. Moi même je voulais être *Pharama*, parce que j'étais fatigué de la guerre, mais ma mère m'a retiré a de la queue, parce que j'étais petit, aussi parce que je suis d'une famille chrétienne et ne pouvais pas être vacciné. Le recrutement était volontaire. »⁹³

La spécificité de ce groupe tient au fait qu'il émergea de la société elle-même, fatiguée de la guerre. Les actions des *Napharamas* se firent sentir en Zambézie et à Nampula. Dans la province de Zambézie, les *Napharamas* étaient présents dans tous les districts à l'exception de Milange, Mopeia et Chinde⁹⁴. Si le Frelimo reconnaissait les avantages qu'il pouvait tirer de l'action des *Napharamas* dans la lutte contre la Renamo, en même temps, il craignait la perte de prestige de ses forces armées aux yeux de la population. Il craignait aussi l'infiltration des opportunistes, qui sous couvert d'être *Napharamas*, allaient créer la panique dans la population :

⁹⁰ A. VINES, *Renamo: from terrorism to democracy in Mozambique*, Londres, University of York, Centre for Southern African Studies, 1996, p. 118.

⁹¹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação...*, *op. cit.*

⁹² A. VINES, *Renamo...*, *op. cit.*

⁹³ Entretien avec Bacalhau, Maputo, 10 novembre 2005.

⁹⁴ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Balanço das actividades do Governo durante o 1º trimestre de 1991*, Quelimane, 30 juillet 1991, in AGZ.

« Sur l'aspect politique, il a y eu un phénomène [bizarre] qui exige une analyse approfondie. Il s'agit de l'action d'un citoyen qui, utilisant des ruses de guérisseur, s'est mis [en affaire] avec plusieurs citoyens [et] en échange du paiement de 1500,00mts (l'équivalent aujourd'hui à 0,05 euros), appliquait [aux volontaires] un vaccin traditionnel dénommé *Pharama*, censé les immuniser contre les coups des instruments contendants et des armes à feu. Cette situation a attiré plusieurs adeptes qui ont participé ensuite aux opérations de libération de plusieurs personnes, ainsi qu'à l'exécution de quelques bandits. Malgré le fait que ce soit une action louable, le danger résultant de cela, est le mépris de nos forces armées par ces gens, s'auto-intitulant vrais libérateurs. L'autre danger est l'implication de gens mus par des intérêts personnels qui s'intègrent dans le but de voler les biens de la population. »⁹⁵

L'action des *Napharamas* s'avéra décisive et réussit à contenir les attaques de la Renamo, « améliorant la sécurité » en Zambézie.

La récupération des *Napharamas* par le Frelimo

Les *Napharamas* furent ensuite récupérés par le Frelimo. Cette récupération ne se fit pas seulement en fonction du simple désir de les utiliser contre la Renamo mais, d'une part, pour mieux les contrôler et, d'autre part, sous la pression de la société elle-même. En effet, la population ne comprenait pas les raisons pour lesquelles le Frelimo ne soutenait pas les actions des *Napharamas*, qui avaient contribué énormément à stopper les attaques de la Renamo, ramenant la sécurité en zone gouvernementale comme l'illustre le rapport du gouvernement du district de l'Alto-Molocué :

« Dans un meeting réalisé par le gouverneur de la province, un élément de la population disait qu'avant l'arrivée du dit guérisseur [Manuel António] au chef-lieu du district, les populations fuyaient leurs maisons pour dormir dans la brousse afin de ne pas être surprises par l'ennemi, et qu'après deux mois d'activités dudit guérisseur, ils dorment déjà dans leurs maisons, [et cet élément de la population] était surpris d'entendre que ledit *Pharama* n'avait pas le soutien du parti ni du gouvernement. »⁹⁶

La récupération des *Napharamas* par le Frelimo fut donc organisée non seulement pour des raisons politico-militaires, mais aussi sous pression d'une partie de la société qui voyait dans ces guerriers, leur salut. Les résultats de cette alliance furent immédiatement tangibles. En septembre 1990, l'administration du district de l'Alto-Molocué pouvait se féliciter de l'action des *Napharamas* en coordination avec les militaires du Frelimo. Selon les responsables du Frelimo, grâce aux guerriers de Manuel António, plusieurs « bandits » ou leurs collaborateurs, notamment des *régulos* très influents, s'étaient rendus aux autorités avec leurs armes. La

⁹⁵ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação...*, op. cit.

⁹⁶ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Síntese da visita de trabalho efectuada por sua excelência o Governador da Província ao Distrito de Alto-Molocué e Localidade de Mugalama-Ile*, Quelimane, juillet 1990, in AGZ.

situation militaire dans plusieurs régions telles Mutala, Chapala et au Poste administratif de Nauela auparavant très touchées, était décrite comme étant en franc progrès⁹⁷.

La réponse de la Renamo aux Napharamas

Si, pendant une certaine période, la Renamo sembla avoir perdu le contrôle de la situation, sa réaction ne se fit pas attendre. Elle créa aussi une terrible force avec les mêmes caractéristiques que celles des *Napharamas* pour contrecarrer leur action, dont le nom fut *Mulelepeia* (certains *Mulelepeias* étaient d'anciens *Napharamas* retournés). Après un moment très délicat, ce fut le début de la contre-offensive. En Zambézie, cette nouvelle force de la Renamo, se fit sentir pour la première fois, à Nauela, district de l'Alto-Molocué :

« Pendant le mois en analyse [mars 1991], nous avons constaté l'intensification des actions criminelles dans cette zone. Les actions criminelles des bandits armés à Nauela ont pris de nouvelles formes, car les bandits armés ont créé un terrible groupe assassin, qui sous la force de la drogue [magie] et d'armes blanches, à l'instar du groupe « *Pharama* » de Manuel António, a créé un cercle protecteur autour des populations en sa captivité, empêchant d'une certaine façon le contact que nos forces étaient en train de réaliser avec les populations. »⁹⁸

Cette force de la Renamo eût beaucoup d'adhérents dans les populations soit parce qu'elles étaient pro-Renamo, ou parce que les *Napharamas* commençaient à être discrédités à cause de certaines actions barbares. En effet, à partir de 1991, plusieurs actes de vandalisme commises par les guerriers de Manuel António furent signalés, notamment le vol de biens destinés aux secours d'urgence ainsi que ceux de la population, l'incendie des paillotes et des greniers et le viol des femmes⁹⁹. De libérateurs, les *Napharamas* étaient devenus des oppresseurs. Parallèlement, la Renamo avait commencé une politique de réconciliation avec la population, ayant diminué sensiblement les actes de violence, ce qui expliqua aussi l'adhésion affichée à ses *Mulelepeias*, sa nouvelle force de type *Napharama*. Par exemple, l'administration de l'Alto Molocué disait qu'au Poste Administratif de Nauela, zone occupée par la Renamo¹⁰⁰ qui y avait créé de nouvelles « structures » politiques, les populations qui auparavant avaient été récupérées

⁹⁷ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Setembro*, Alto Molocué, 8 octobre 1990, in AGZ.

⁹⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DO ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal*, Alto Molocué, 31 mars 1991, in AGZ.

⁹⁹ GOVERNO DA PROVINCIA DA ZAMBÉZIA, *Balanço das actividades do Governo durante o 1º trimestre de 1991...*, op. cit. ; ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Outubro*, Alto-Molocué, 31 octobre 1990, in AGZ.

¹⁰⁰ L'Administration de l'Alto-Molocué considérait le Poste Administratif de Nauela, comme le « Centre Logistique » de la Renamo. Il s'agit d'une des régions les plus fertiles de la Zambézie. Rappelons que c'est là qu'avait été créée l'*Unidade de Produção de Nauela-Lioma*, responsable de la production de cultures annuelles, telles que le maïs, les haricots, le tournesol, etc.

des mains des « bandits » fuyaient et retournaient volontairement à nouveau dans leur giron. Cela s'expliquait, selon les dirigeants du Frelimo, par le fait que la Renamo avait réduit énormément les sévices contre la population, maintenant victime des *Napharamas*¹⁰¹. De même, des dizaines de personnes commencèrent à se faire « vacciner » volontairement pour faire partie de cette nouvelle force de la Renamo. En très peu de temps, la situation devint à nouveau dangereuse pour le Frelimo¹⁰².

Le Frelimo se trouvait donc devant un dilemme, car comme on l'a vu, si d'une part les *Napharamas* avaient contribué énormément à « rétablir la sécurité » en Zambézie, d'autre part, ils commettaient des abus contre la population. Plus d'une fois, le Frelimo avait pensé se débarrasser d'eux ou les ignorer, mais lorsque la situation devenait difficile, il était obligé de faire de nouveau appel à eux, comme dans le cas de Nauela, lorsque les *Mulelepeias* commencèrent à y prendre de l'initiative :

« ... Il y a des cas où des éléments de ladite force [*Napharamas*] lorsque ils rencontrent la population en train d'aller à ses anciens champs [...], leur arrachent leurs biens, c'est-à-dire, des vêtements, des bêtes et autres. Ils arrachent aussi leurs biens, sous le prétexte qu'ils ont libéré la population, mais qu'ils ne reçoivent aucune aide du gouvernement [...] Il est important dire que [c'est] la direction de notre commando, [qui] reconnaissant que la situation à Nauela est très sérieuse, a de nouveau fait appel aux *Pharamados* de l'Alto Ligonha [Gilé] avec son guérisseur, étant donné que de notre point de vue, c'est le seul moyen de contrecarrer la situation en ce moment. »¹⁰³

Manuel António fut tué lors de combats avec la Renamo le 5 décembre 1991 à Macuse, district de Namacurra et son corps fut ensuite amené à Quelimane¹⁰⁴. On reparla encore des *Napharamas* lors des manifestations de la Renamo (en contestation des résultats des élections de 1999) dans le district de Montepuez au Cabo Delgado en novembre 2000, donc très loin de leur zone d'origine. Ils étaient accusés d'avoir participé à l'assassinat (par le biais de la

¹⁰¹ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Outubro*, Alto-Molocué, 31 octobre 1990, in AGZ.

¹⁰² ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Janeiro*, Alto-Molocué, 31 janvier 1991, in AGZ.

¹⁰³ *Ibidem*.

¹⁰⁴ « Barama leader killed », *Mozambiquefile* (Maputo), n°186, janvier, 1992. « Barama » est l'une des orthographes pour (na) *parama* ou *Napharama*.

sorcellerie) de plus de quatre-vingt militants de la Renamo arrêtés par la police, dans une prison locale et de s'être infiltré dans les autres manifestations réalisées dans ce district¹⁰⁵.

Les *Napharamas* et les *Mulelepeias* représentent, comme on l'a dit, le dernier puzzle de cette guerre fratricide et à l'instar des autres forces, ils furent démobilisés dans le cadre des accords de paix. Bien que les *Napharamas* aient été aussi présents dans la province de Nampula, leur origine fut le district zambézien de l'Alto-Molocué et plus probablement le poste administratif de Nauela¹⁰⁶. Leur action a pris une grande ampleur dans cette dernière province, jusqu'à ce qu'ils deviennent un phénomène marquant en Zambézie, à tel point qu'une fois de plus, les Zambéziens furent perçus comme des gens « anormaux ». En 1991, l'évêque de l'Église catholique de Nampula Dom Manuel Vieira Pinto disait que les *Napharamas* de Nampula étaient plus « dociles » et plus « humains » que ceux de la Zambézie, que si certains *Napharamas Nampulenses* étaient violents contre les populations, c'était à cause de la mauvaise influence de leurs « frères » zambéziens¹⁰⁷. L'origine des *Napharamas* était la zone des « sauvages » lomués, loin de la zone créole et leur base sociale était essentiellement la population rurale. Qu'il ait eu ou non au départ, une instigation ou une manipulation par le Snasp (les services secrets du régime de Maputo), cela n'enlève rien au fait que le « phénomène » a fonctionné et on peut donc considérer sans aucun doute l'action des *Napharamas* dans ces premiers moments, comme une réaction des « groupes subordonnés », une sorte de mode populaire d'action politique (MPAP), même s'ils furent vite instrumentalisés par le Frelimo. Les *Mulelepeias* aussi se sont formés en Zambézie, et d'après l'administration du district de l'Alto-Molocué, ce groupe serait né dans la région de Mugema, au poste administratif de Nauela, donc dans le même district¹⁰⁸. Mais à la différence des *Napharamas*, les *Mulelepeias* furent une pure création de la Renamo pour s'opposer aux premiers. Mais l'importante est que, de la même manière, c'est la teneur

¹⁰⁵ « Governo criticado pelo seu papel no dia 9 de Novembro », NotMoc, n° 44, 20 novembre 2000, <<http://www.mol.co.mz/notmoc/00120po.html>> ; « Montepuez: Reclusos "dizimados" na esquadra », NotMoc, n° 45, 27 novembre 2000, <<http://www.Mol.co.mz/notmoc/001127po.html>>.

¹⁰⁶ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório resumo da situação do distrito de Alto Molocué durante o 1º semestre de 1990*, 20 juillet 1990, in AGZ. Sans préciser le lieu exact, I. Lundi, estime que les *Napharamas* étaient originaires de la Haute-Zambézie. Voir I. LUNDI, « Partidos políticos: A leitura da vertente étnico-regional no processo democrático », in B. MAZULA, *Eleições, democracia e desenvolvimento*, Maputo, Embaixada do Reino dos Países Baixos, 1995, p. 462.

¹⁰⁷ A. SAFRÃO, Administração da Ilha de Moçambique, *Relatório*, Ilha de Moçambique, 1991, in ARQUIVO DO GOVERNO DE NAMPULA (AGN).

¹⁰⁸ ADMINISTRAÇÃO DO DISTRITO DE ALTO-MOLOCUÉ, *Relatório mensal referente ao mês de Janeiro*, Alto-Molocué, 31 janvier 1991, ..., *op. cit.*

magique de leur guerre qui a été le facteur actif. Quelles que soient les manipulations, dans un cas comme dans l'autre, cela a « fonctionné ».

Quelle lecture peut-on faire de la présence du Frelimo en Zambézie, pendant les premières années de l'indépendance ? Un seul mot la résume : elle fut simplement catastrophique. Le mépris et l'hostilité envers cette société ont entraîné un rejet en bloc du Frelimo par les Zambéziens, pourtant eux-mêmes traversés de trajectoires sociales et identités les plus diverses. Le Frelimo avait les mots d'un discours « anticapitaliste » et « antiféodal ». Mais outre le fait qu'assimiler la société africaine au « féodalisme » était un mimétisme catastrophique d'un marxisme eurocentré et approximatif¹⁰⁹, sa politique revenait à une hostilité globale envers presque toutes les formations sociales africaines, vues comme « ennemies » ou en tout cas non pertinents et à « organiser ». Cette politique qui a bouleversé la société toute entière explique les conflits survenus entre le Frelimo et les populations locales. Il ne s'agit pas d'un refus de la modernité en soi, mais de celle d'un État ressenti, socialement et identitairement, comme étranger, voire étrange et de surcroît lourdement autoritaire. Ce fut la contestation de cette politique qui fut à l'origine du silence de l'élite créole de Quelimane, du phénomène populaire du *chupa-sangue*, du soutien au PRM au départ et à la Renamo ensuite de vastes secteurs paysans. Ce soutien zambézien à la Renamo ne fut pas gêné par le fait qu'elle était un mouvement trans-ethnique. Mais elle appâta la dynamique militaire à une convergence d'intérêts, c'est-à-dire le partage d'un ennemi commun.

¹⁰⁹ On le sait, Marx avait construit le modèle, pour l'Europe, de la succession de trois grands modes de production : esclavagiste (antiquité), féodal (Moyen-Âge) et capitaliste (époque contemporaine). Pour le reste du monde, il avait travaillé sur le concept de « mode de production asiatique » qui, tout contestable ou simpliste qu'il fut, montrait au moins que, selon lui, la fameuse succession des époques où le féodalisme précédait le capitalisme, n'était pas un modèle universel. Mais le Frelimo avait besoin de le penser tel (M. CAHEN, Communication personnelle, mars 2007).

